

Résonances

Revue
internationale des Lettres et des Sciences sociales éditée par l'Atelier de
Critique et d'Esthétique Littéraires (ACEL)

N° 1, septembre 2023

Conflits linguistiques, conflits politiques : rôle des médias, responsabilités des acteurs

Actes des journées d'étude de l'ACEL, Université de
Yaoundé I

Numéro coordonné par Paul Zang Zang & Pierre Essengué

Cet ouvrage a été réalisé par les éditions Pygmies
Copyright © 2023 ACEL

Tous droits réservés.

ISSN : 3005-2009

ISBN (Bookelis) : 979-10-424-0560-1



Résonances

*Revue internationale de l'Atelier de Critique et d'Esthétique Littéraires
(ACEL)*

Directeur de publication

Richard Laurent OMGBA

Rédacteur en chef

Désiré ATANGANA KOUNA

Rédacteur en chef adjoint

Jean Claude ABADA MEDJO

Secrétariat de rédaction

Pierre ESSENGUÉ

Laurain ASSIPOLO

OMGBA AKOUMOU MANGA

Bénédict Léonie TIEBOU

Marie-Cécile BOUGUIA FODJO

Comité scientifique

TABI MANGA Jean (U. Yaoundé 1), OMGBA Richard Laurent (U. Yaoundé 1), TONYE Alphonse (U. Yaoundé 1), OWONA NGUINI Mathias Éric (U. Yaoundé 2), FANDIO Pierre (U. Buea), TANG Alice Delphine (U. Yaoundé 1), FOTSING MANGOUA Robert (U. Dschang), EWANE ESSOH Christiane (U. Yaoundé 1), ZANG ZANG Paul (U. Yaoundé 1), ISSUR R. Kumari (Mauritius University), TANDIA MOUAFO Jean-Jacques Rousseau (U. Dschang), BISSA ENAMA Patricia (U. Yaoundé 1), NOUMSSI Gérard Marie (U. Yaoundé 1), MBASSI ATEBA Raymond (U. Douala), EBA'A Germain Moïse (U. Yaoundé 1), AMABIAMINA Flora Alda (U. Douala), ATANGANA KOUNA C. Désiré (U. Yaoundé 1), EVOUNG FOU DA Jean Bernard (U. Yaoundé 1), LEKA ESSOMBA Armand (U. Yaoundé 1), EVOUNA Jacques (U. Yaoundé 1), ABOUGA Yvette (U. Yaoundé 1), MAGALI NIRINA Larson (U. Antananarivo, Madagascar), TSOFAK Jean Benoît (U. Dschang), ESSIENE Jean Marcel (U. Douala), EKORONG Alain Fleury (U. Douala), MEDJO ELIMBI Solange (U. Yaoundé 1), AMOUGOU NDI Stéphane (U. Yaoundé 1).

Éditorial

Pour une résonance de plus forte amplitude

C'est avec une vive émotion et une joie débordante que je porte sur les fonts baptismaux, en tant que Directeur éditorial, le premier numéro de la revue *Résonances*, publiée par l'Atelier de critique et d'esthétique littéraires (ACEL). L'on comprendra cette effusion de cœur ainsi que la ferveur qui anime les membres de l'équipe qui m'entoure, quand j'aurai dit que cette production est le fruit d'une longue parturition. Voilà bientôt quinze ans que l'ACEL existe et s'illustre par une production scientifique remarquable à travers l'organisation de séminaires thématiques, de séminaires doctoraux, de colloques et de conférences, sans qu'on ait eu une visibilité et un niveau de résonance égal à celui que confère cette revue. Il s'agit pour nous d'une véritable épiphanie.

Il est vrai que l'on peut mettre à notre actif quelques ouvrages produits à l'issue de nos manifestations scientifiques mais il apparaît clairement aujourd'hui que le rôle de l'ACEL est bien souvent mis sous le boisseau dans ces publications au profit des différents éditeurs scientifiques. Voici donc que, désormais, à la faveur de la revue naissante, l'ACEL pourra assumer la paternité de ses productions scientifiques et, pourquoi pas, en tirer avantage.

La revue dont je salue en ce jour l'avènement et qui prend l'appellation de *Résonances* se veut par conséquent l'écho sonore des activités de l'ACEL. Je souhaite vivement que cet écho soit d'une amplitude telle qu'elle puisse, par diverses oscillations, retentir dans toute la république des lettres et des sciences sociales. Je lui souhaite des vibrations intenses, à des fréquences suffisamment hautes, pour faire entendre la voix de nos chercheurs et de tous ceux qui voudront bien y contribuer dans tous les continents. Je suis heureux de ce point de vue que, dès ce premier numéro, nous ayons reçu des contributions de collègues et chercheurs de l'Algérie, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Maroc, du Gabon, de la Réunion, du Tchad. C'est la preuve que la revue ne se limitera pas aux activités de l'ACEL et que des connivences scientifiques sont en train de se constituer afin de lui garantir un caractère international.

Bien que porté par l'ACEL, cet organe constitue en vérité un espace de dialogue, de partage, de confrontations d'idées, afin de contribuer à l'évolution de la science. Il n'est pas, et ne saurait être, la caisse de résonance d'une quelconque chapelle scientifique, politique ou idéologique. Nous l'imaginons ouvert à tous les vents, poreux à tous les souffles, comme le disait si pertinemment le poète martiniquais Aimé Césaire.

La résonance suppose la production d'un son et un retour d'écho, selon l'intensité de la vibration. Nous entendons par là que la présente revue est créée à l'effet de permettre des interactions émulatrices entre les producteurs et les récepteurs du son. Ils seront certainement nombreux ceux qui pourront ainsi interagir avec nous à travers cet organe dont la version numérique permettra à coup sûr d'atteindre des horizons lointains.

S'il pouvait m'être permis d'emprunter les mots du poète Alfred de Vigny, je dirais qu'il s'agit ici d'une bouteille jetée à la mer et qui, je l'espère, abordera de nombreux rivages. Elle est offerte aux chercheurs de tous bords et surtout à la postérité qui saura certainement en faire sa propriété.

À cette postérité que je souhaite nombreuse et issue de tous les continents, l'équipe de pilotage de cette revue témoigne déjà sa reconnaissance et son affection. En m'inspirant à nouveau d'Alfred de Vigny, dans un poème sublime intitulé « l'esprit pur », je lui dirais :

jeune postérité d'un vivant qui vous aime !
Mes traits dans vos regards ne sont pas effacés ;
je peux en ce miroir me reconnaître moi-même.

Autant dire que c'est un contrat intellectuel et affectif que mon équipe et moi entendons signer avec les amoureux des belles lettres d'aujourd'hui et de demain, afin que cette œuvre en gestation échappe aux accidents de l'espace et à l'injure du temps et que, par diverses réverbérations, le miroir qui nous est offert nous permette de mieux nous connaître et de mieux nous estimer. Nous en prenons l'engagement à notre niveau.

Ce contrat sera exécuté dans une périodicité annuelle autour de thèmes arrêtés de concert lors des assemblées générales de l'ACEL. La revue pourra ainsi répercuter les échanges effectués lors des manifestations scientifiques de l'ACEL ou s'ouvrir à des thématiques proposées par ses destinataires. Cette deuxième possibilité devra néanmoins recevoir l'onction de l'ACEL afin que le lien ombilical entre la revue et son promoteur demeure.

Dans ce premier numéro, nous publions les communications organisées par l'ACEL autour du thème des conflits linguistiques. On y retrouvera des contributions d'une actualité brûlante, notamment au Québec, en Belgique, au Cameroun et dans bien d'autres pays où la question linguistique a cessé d'être une simple affaire de médiation culturelle pour se muer en préoccupation politique.

Le choix d'un tel thème, on le devinera, n'est pas innocent. Il correspond quelque peu à la crise qui secoue en ce jour le Cameroun et qu'on a dénommée « crise anglophone ». Crise linguistique ou crise politique ? Les communications proposées ici permettront certainement à chacun de se faire une religion sur cette épineuse question.

Prof. Richard Laurent OMGBA
Directeur de publication,

Directeur de l'ACEL.

Introduction générale

Les textes qui constituent ce volume sont le fruit d'une rencontre scientifique organisée par l'Atelier de Critique et d'Esthétique littéraires (ACEL) autour du thème : « Conflits linguistiques, conflits politiques : rôle des média, responsabilités des acteurs ».

L'intuition à la base de la réflexion portait sur le(s) lien(s) inextricable(s), donc forcément « complexe(s) », qu'entretiennent les trois pôles que sont : les langues, les médias et les conflits. En tentant de les démêler, on a pu observer, d'emblée, que les médias et les conflits sont pour ainsi dire quasi consubstantiels. Ils sont si intimement liés qu'ils semblent toujours aller ensemble, même s'ils ne sont pas toujours également visibles dans toutes les situations où ils interagissent. Il est aussi apparu, à l'observation du fonctionnement des médias, que les langues qui y sont utilisées peuvent constituer une source de conflits linguistiques, sociaux et / ou politiques (disons simplement non linguistiques) pour parler des deux derniers.

L'analyse des situations de conflits dans lesquels les médias peuvent être impliqués amène à constater que les conflits non linguistiques finissent quelquefois par développer des aspects linguistiques pendant que les conflits linguistiques finissent très souvent par développer des aspects non linguistiques. Cette interrelation remet fondamentalement en question l'opposition ou la relation dichotomique entre les concepts de *conflit linguistique* et *conflit non linguistique*, en même temps qu'elle invalide, bien qu'en partie, le concept même de conflit linguistique.

En observant la réalité des conflits, on se rend compte en effet que la langue ne crée pas un type de conflits particuliers qui diffèrent des conflits d'autres natures. La classification des conflits, qui produit celle de *conflit linguistique*, est le résultat d'une qualification qui a des enjeux autres que linguistiques. Ce n'est donc qu'une question de caractérisation qui n'est en fait qu'un jeu ou une stratégie, mis en place par les acteurs. Le jeu et la stratégie consistent, pour chaque camp, à qualifier le conflit dans lequel il est engagé ou contraint de gérer. Cette opération de qualification permet aux parties en conflit de dimensionner, chacune, l'importance et l'ampleur du conflit tout en délégitimant celle du camp d'en face. Une telle opération est fonction des enjeux, des intérêts et des objectifs que poursuit chaque partie, des acteurs qu'elle souhaite voir intégrer son camp, de l'importance des moyens humains et matériels à mobiliser, de la frange de la population à intéresser à son projet pour que triomphe sa cause.

Par ailleurs, parler de conflits linguistiques est bien souvent plus commode, plus « neutre », plus politiquement correct, que parler de conflits sociaux, culturels, ethniques ou politiques. Cette qualification est donc davantage un euphémisme. On peut ainsi camoufler derrière cette désignation les antagonismes ethniques, les conflits socioculturels, les revendications politiques, les enjeux stratégiques, les intérêts des acteurs, leurs réels objectifs et motivations, etc. Derrière la question de la langue espagnole aux États-Unis par exemple, il y a celle, non seulement de tous les Sud-américains qui se retrouvent sur le sol américain, mais aussi celle de milliers, voire de millions d'autres en chemin ou qui forment tout simplement le vœu de s'y installer un jour ou l'autre et échafaudent des plans pour faire aboutir leur projet, parfois au mépris des lois du pays d'accueil.

Derrière le mot « problème anglophone », au Cameroun, il y a visiblement un ensemble d'aspirations, de visions, d'ambitions et de combats qui se justifient très souvent par la menace / conflit intergroupe qui a pour fondement la division de la société camerounaise en deux blocs que l'on veut ou présente souvent comme antagonistes : les Anglophones et les Francophones. On a bien l'impression, en essayant de creuser un peu plus profondément, que dans un contexte de crise ou de conflit réputé linguistique, l'un des camps utilise la langue comme une identité tandis que l'autre en fait un simple instrument de la communication. Cette première divergence, qui fonde la stratégie de chaque camp, entretient le conflit et en complique singulièrement la résolution autant que les prétentions des uns et des autres.

Les médias sont, en situation de paix et davantage en situation de conflit, des indicateurs de la vitalité ou de la régression des langues à travers leur présence ou non dans le paysage médiatique : la disparition d'une langue dans les médias est, soit le signe d'une communauté linguistique inactive, brimée ou minorée, soit l'indice d'un conflit qui ne dit pas son nom. Quand celui-ci finit par exploser en violence, il n'est pas toujours aisé, dans certains cas, d'en déterminer l'origine, les motivations, encore moins les racines. Or, si l'origine, les motivations et les racines de la violence sont difficiles à déterminer, il en sera de même des solutions qui peuvent permettre de ne pas arriver à des situations d'affrontement susceptibles de mettre en péril des vies humaines.

Bien plus, le conflit survient ordinairement à un moment où l'une des parties se considère comme dupée ou lésée. Il naît, donc, à un moment où la collaboration se rompt, où les acquis sont, tous ou partie, remis en question, de façon parfois unilatérale. Cette rupture est l'indice d'un désaccord plus ou moins profond. Parce qu'elle résulte de l'insatisfaction de l'une des parties et sous-entend une redistribution des cartes, elle nécessite une négociation préalable à la résolution que les prétentions des uns et des autres rendent difficile. Elle est par ailleurs rendue plus ardue encore par les mandants qui ne sont rien d'autre que ceux qui, ayant répondu à l'appel des acteurs directs, ne s'en tiennent qu'au discours unilatéral initial. Or, celui-ci ne prend malheureusement pas toujours en

compte, les prétentions du camp d'en face, encore moins ses arguments et ses justifications de la situation considérée comme insatisfaisante.

On a aussi noté que certains médias naissent en temps de conflit et meurent quand le conflit est terminé. Ceux qui réussissent à survivre au conflit qui les a fait naître changent habituellement d'orientation. Les médias ont généralement aussi tendance, en cas de conflit, à s'aligner sur la position du camp qui parle la langue dans laquelle ils diffusent. De même, ceux qui bénéficient d'une plus grande audience semblent très souvent être ceux qui entretiennent les conflits ou en sont les relais, ceux qui sont financés par les parties en conflit.

En d'autres termes, les médias entretiennent très souvent les conflits de la même façon que les conflits entretiennent les médias. Ceux-ci ne peuvent donc que très difficilement garder leur neutralité, surtout en temps de rivalité, de simple désaccord ou d'antagonisme pouvant déboucher sur un affrontement, armé ou non. Ils sont par ailleurs et sans conteste le lieu par excellence où se vivent les conflits, où se joue la guerre des langues du milieu où ils opèrent, bien que les hommes de médias n'aient pas toujours une bonne connaissance de l'information linguistique : théorie linguistique, législation linguistique, lois et règlements linguistiques et ne mesurent pas toujours ses enjeux et son impact sur la pratique de leur profession.

Il ne fait donc l'ombre d'aucun doute que les médias ont souvent été au centre d'un certain nombre de conflits. Mais derrière le rôle des médias, qui ne sont en fait que des instruments, ou des institutions, il y a aussi la responsabilité des acteurs qui sont parties prenantes au conflit. Il a donc paru plus éclairant pour le comité scientifique de l'ACEL de faire ressortir, dans le thème, non seulement les types de conflits au centre desquels pouvaient se trouver mêlés les médias, mais aussi d'interroger la responsabilité des acteurs, porteurs des projets qui y sont mis en œuvre.

Selon Bouthillier et Meynaud, (1972) ; Halaoui (1995) les conflits linguistiques sont aussi vieux que le monde mais ils constituent un domaine négligé. Plusieurs raisons peuvent justifier cette situation de désintérêt. Nous en avons dénombré trois (3) principales.

La première raison pour laquelle les conflits linguistiques constituent un champ peu exploré est que les dirigeants politiques ont tendance à faire l'apologie de la cohabitation pacifique des langues alors que les nations qu'ils dirigent ont été fondées sur des situations linguistiques conflictogènes. Certains scientifiques leur emboîtent le pas, en étayant leurs points de vue ou en tentant de les confirmer au moyen d'arguments idéologiques, ou en affirmant qu'il n'existe point de « question linguistique » dans ces pays.

Au Cameroun, par exemple, un courant d'analystes soutient que le Cameroun est un pays bilingue, alors que ce pays compte plus de deux cent quatre-vingts langues. C'est aussi le cas de tous les pays d'Afrique subsaharienne ayant fait l'expérience de la colonisation ou tout simplement de l'influence occidentale. Dans ces pays, la langue de l'ancienne puissance coloniale ou d'influence est langue officielle à la place des langues autochtones réduites au statut de langues grégaires, de dialectes, de patois ou, pire, de

langues vernaculaires. Cette situation, par ailleurs dénoncée par les spécialistes (Bitjaa Kody, 2001 ; Mba, 2013 ; Akumbu et Chiatoh, 2013), comme une politique assimilationniste et / ou misonéiste, donc foncièrement inadaptée aux ambitions de développement des pays africains en général et du Cameroun en particulier, a toutes les allures d'un conflit latent qui n'attend qu'une étincelle pour s'embraser.

Or, la politique linguistique basée sur le choix des langues allochtones comme langues de grande envergure, c'est-à-dire de langues véhiculaires (celles que les étrangers, entendus comme locuteurs non natifs de cette langue, acceptent de parler) avait pour fondement une certaine pacification des relations entre les communautés ethniques formant les peuples des nations en construction. Il semble ainsi qu'on ait, aujourd'hui en Afrique, deux types de situations de conflits linguistiques ou réputés tels : (i) la situation où les micronationalités se cristallisent autour des langues autochtones qui débouchent sur les questions de tribalisme et ses synonymes ; (ii) la situation où ce sont les langues allochtones qui fédèrent les énergies. Cette dernière débouche sur des revendications identitaires qui n'ont rien à voir avec l'origine ethnique ou tribale mais des identités d'« ethnylise » (Breton, 1976). Dans un cas comme dans l'autre, la langue joue le rôle de marqueur le plus apparent donc le plus susceptible de fédérer les énergies pour une cause communautaire.

Le soin des autorités politiques est donc d'éviter de faire de la langue un facteur de conflit. Ils ont donc le choix des solutions parmi lesquelles celle de promouvoir les langues allochtones, pour le cas des nations africaines. Mais, à la réalité, celui-ci commence à montrer ses limites dans la mesure où des voix s'élèvent de plus en plus pour revendiquer une politique plus nationaliste, fondée sur la promotion des langues autochtones. À dire que le choix qui avait été fait n'avait pas vocation à être éternel, bien que les autorités politiques aient donné l'impression du contraire, par la satisfaction qu'ils en tiraient et l'importance qu'elles lui accordaient au détriment de la politique de promotion des langues autochtones. Il semble donc de plus en plus visible qu'il n'aura été valable qu'un temps. Un temps, plus ou moins long, au cours duquel les enjeux, les objectifs et les défis à relever, tout comme les rapports de force, étaient les mêmes. Il est clair que, l'environnement ayant changé, les politiques linguistiques doivent s'adapter, progressivement tout au moins, aux nouvelles données.

La deuxième raison pour laquelle les conflits linguistiques semblent un domaine négligé est que ceux-ci ne sont pas, à la réalité, des conflits générés par les langues, mais des conflits qui résultent de l'utilisation de la langue, de l'origine, de l'identité comme force de mobilisation ou de ralliement. La conception des langues comme des marqueurs identitaires ou l'expression d'identités ouvre donc très souvent des brèches propices à la survenue de conflits intercommunautaires. Ce risque est généralement prévenu et les brèches camouflées par la personification des idiomes.

Pour ceux qui en font usage, la personnification des langues fonctionne comme la neutralisation d'un tabou politique. Elle se justifie davantage par la crainte de laisser apparaître, au-delà d'une langue, ses locuteurs. Elle évite d'exposer la relation quasi métonymique entre la langue et l'origine, entre les langues et les communautés des locuteurs qui les parlent. Ainsi, pudiquement ou dans un langage politiquement correct, donc avec la bénédiction des autorités politiques, le concept de « guerre des langues » ne s'entend que comme un conflit qui oppose deux idiomes et non deux peuples ou deux communautés. Or, comme nous l'avons relevé plus haut, en contexte de conflit linguistique, c'est autour de ces deux conceptions que semblent se former les camps en conflit : l'idiome comme marqueur de l'identité et l'idiome comme simple outil de communication.

Il s'agit donc généralement de communautés qui s'affrontent pour un intérêt, utilisant la langue comme simple objet de mobilisation ou de ralliement. L'intérêt est le problème ou l'enjeu, la langue n'est qu'un moyen comme un autre d'atteindre son objectif. Or, l'intérêt, le problème ou l'enjeu n'étant habituellement pas stable parce qu'influencé, dépendant ou manipulé par les acteurs au gré des événements, des stratégies, des défections, des soutiens, des appuis et des prétentions, on se focalise donc très souvent sur le moyen de mobilisation avouable qu'est la langue pour catégoriser la crise, ce qui conduit à la complexifier et à en compliquer la recherche de la / des solution(s).

Dans la perspective d'un conflit linguistique, le choix d'une langue par un média peut être perçu comme le choix d'une alliance. La langue devient, dans ces conditions, la couleur d'un uniforme, d'un bulletin de vote, d'une idéologie. Son choix peut aussi se révéler comme celui d'un des camps en conflit, de l'intérêt à défendre, une voix de soutien à l'aspiration qu'un des groupes en présence désire faire prendre en compte ou imposer à la communauté entière, etc. Une langue allochtone (bien que quelquefois contestée) peut ainsi devenir le ciment d'une unité de circonstance et créer, par le fait même, une micronationalité qui a des revendications contraires soit aux aspirations, à l'esprit d'unité ou d'intégration qui sont à la base du choix de celle-ci par les autorités politiques, soit aux orientations ou à la politique effectivement mise en œuvre par ces autorités politiques.

La troisième raison qui explique le peu d'intérêt pour les questions ayant trait aux conflits linguistiques est que les antagonismes linguistiques, en plus d'engendrer d'autres types de conflits (culturels, identitaires, idéologiques, juridiques, politiques, économiques, militaires, etc.), ont la particularité, en se complexifiant, d'aboutir au terrorisme et/ou de dégénérer en affrontements armés. On observe que, dans la résolution de ces conflits, les autorités politiques ont tendance à chasser la fumée au lieu d'éteindre le feu. En d'autres termes, la solution adoptée est généralement celle qui arrange tout le monde, qui apporte la paix, mais qui ne résout aucunement le problème linguistique qui est à l'origine du conflit. La conséquence d'un tel type de solution est que le même problème peut garder la même désignation, les

mêmes acteurs, mais nécessiter, au fur et à mesure de son développement, des solutions différentes du fait de ses différentes mutations.

C'est, d'un certain point de vue, le cas du statut spécial accordé à certaines régions du monde. Un statut spécial avait par exemple été accordé à la province du Québec pour protéger la langue française. Malgré cela, les Québécois se sont presque tous anglicisés. Pour résoudre ce problème aujourd'hui, le Canada a adopté une politique linguistique de francophonisation du Québec qui se traduit concrètement par son « repeuplement » de Francophones venus de l'étranger afin que la langue française ne disparaisse pas.

Cette attitude des autorités politiques à chasser la fumée au lieu d'éteindre le feu peut cependant se justifier par le fait qu'il est assez ardu de distinguer ce qui, dans la politogenèse d'un pays, relève du conflit linguistique et ce qui relève du conflit social ou politique. Au Cameroun par exemple, ce qu'il est convenu d'appeler « problème anglophone » est-il vraiment le problème des seuls Anglophones ? Est-il le problème de la langue anglaise ? Le problème de la défense de la langue anglaise ? N'est-il pas, en réalité, le problème de personnes originaires des régions dites anglophones qui revendiquent une autre manière de concevoir l'État et de redistribuer certaines cartes ?

Cette attitude apparaît aussi comme la conséquence du niveau d'éclairage qui est fourni par les spécialistes aux autorités politiques en charge de la gestion desdits conflits. Plus l'expertise est pointue, c'est-à-dire croisée, meilleures sont les solutions préconisées, envisagées ou retenues. On observe en effet que dans la majorité des cas, les solutions préconisées, envisagées ou finalement retenues sont généralement influencées par les positions de certains champs d'étude au détriment d'autres. Cette préférence donne aux conclusions non seulement des relents nombrilistes mais contribue aussi à en réduire l'efficacité et / ou à en limiter l'adhésion aux acteurs dont les points de revendication ont été pris en compte.

La mutation observée du problème anglophone qui dégénère en conflit tient de ce que certains points de vue ne sont pas toujours pris en compte ou ne semblent pas pris en compte au prorata de leur importance. Il y a certes une facette linguistique du problème anglophone mais elle n'est pas la seule ou même la plus importante. À côté de cette facette linguistique, il y a aussi d'autres facettes représentant les aspects : juridique, politique, économique, social, anthropologique, culturel, sociologique, historique, etc. de cette question. Les acteurs en tant qu'individus ou groupe d'individus peuvent ne pas toujours être capables de déterminer par eux-mêmes toutes ces facettes, mais elles ne peuvent échapper à la vigilance des observateurs des champs disciplinaires concernés. Leur dénombrement quasi exhaustif est même, d'un certain point de vue, l'une des conditions pour une / des solution(s) à long terme de la question en jeu, à la raison que chacune de ces facettes correspond soit à un groupe d'acteurs, soit à un point de la revendication.

Adresser de manière satisfaisante un conflit consiste donc à mettre en lumière ces différentes facettes et à trouver une solution aux plus importantes,

quitte à créer un agenda politique pour les questions dont l'envergure nécessite une attention particulière. Dans cette logique, la recherche collaborative et interdisciplinaire semble constituer la voie royale pour la recherche de solutions pérennes, ou tout au moins à long terme, des conflits. Elle évite, à l'énoncé des solutions, le risque du mécontentement d'une importante partie des acteurs qui n'y voient pas la réponse à leur revendication ou à l'objet de leur engagement dans le conflit, donc le risque de sa complexification. La difficulté à trouver une solution constitue, à n'en point douter, non seulement le risque d'un envenimement, mais aussi le signe d'un échec à préserver l'héritage, donc, d'une certaine manière, l'incapacité à le transmettre aux générations futures.

Le présent volume est le résultat de l'ensemble des questionnements sur cette problématique des relations entre les langues, les médias et les conflits, à travers une recherche interdisciplinaire appelée à se poursuivre et à s'approfondir. Il nous semble plus qu'évident que les conflits linguistiques et politiques ne trouveront une meilleure place dans les études que par la collaboration des scientifiques de différents champs de recherche. Les réflexions, finalement soumises et acceptées, ont été regroupées en trois axes qui constituent les trois parties de l'ouvrage :

- (i) Contacts et cohabitation des langues, politiques linguistiques et conflits ;
- (ii) Discours politiques, questions identitaires et conflits linguistiques ;
- (iii) Littérature, média, conflits et règlement des conflits.

En publiant les actes de ces travaux, les coordinateurs scientifiques tiennent à marquer leur gratitude à l'ensemble des participants à ces journées pour la qualité de leurs interventions respectives. Cette gratitude s'adresse également aux autorités de l'Université de Yaoundé 1, spécifiquement à celles de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines pour leur appui institutionnel et matériel, qui aura permis une organisation aisée de cette manifestation scientifique. Ils remercient tout particulièrement le Professeur Jean Tabi Manga pour sa présence remarquable et remarquée et singulièrement pour sa participation toute spéciale à la réflexion et aux débats qui s'en sont suivis.

L'idée de ces journées d'étude a ainsi sédimenté au sein de l'Atelier de critique et d'esthétique littéraires qui effectue un travail merveilleux d'agrégation des intelligences et de transmission, à la jeune génération, des valeurs et bonnes pratiques de la recherche. Nous remercions donc de manière tout aussi particulière les responsables de ce Laboratoire, ainsi que l'ensemble des membres, pour leur foi et leur engagement pour la cause de la recherche au sein de l'Université camerounaise.

Paul Zang Zang et Pierre Essengué.

Prolégomènes épistémologiques

Les conflits linguistiques dans la géopolitique contemporaine

Jean TABI MANGA

Professeur Émérite

Recteur Honoraire des Universités

Membre de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer

1. « Complexité » de la problématique

1-/ Mon premier réflexe est de me tourner vers le Doyen honoraire, Professeur Richard Laurent Omgba, (à travers lui, toute sa sympathique équipe) pour le remercier de l'honneur et l'amitié qu'il me fait en m'invitant à participer au colloque international qu'il organise ce jour dans le cadre de « *l'Atelier de critique et d'esthétique littéraires* » dont il assure la coordination des travaux.

2-/ Je reçois comme un honneur particulier le fait que l'équipe d'animation des présents travaux m'ait demandé de présenter l'exposé introductif à nos travaux. Probablement en référence à mes modestes publications sur les politiques linguistiques, les planifications et aménagements des langues en contexte africain de plurilinguisme.

3-/ C'est un honneur. Mais, je mesure immédiatement la délicatesse de la tâche et sa « *complexité* » pour pouvoir démêler et intelliger la nature des liens qui unissent conflits linguistiques et conflits politiques. D'ailleurs, l'argumentaire qui annonce et justifie la thématique de ce colloque semble reconnaître implicitement sa « *complexité* » puisque je lis ceci : *Autant les problèmes linguistiques finissent par développer une dimension non linguistique (probablement politique), autant des problèmes n'ayant aucune origine linguistique (politique) peuvent développer une dimension linguistique.*

J'utilise le concept de « *complexité* » que j'emprunte au philosophe Edgar Morin pour caractériser cette situation. E. Morin, sémantiquement, s'appuie sur la base latine « *complexus* » pour traduire l'idée d'un tissage étroit, serré des éléments donnant la juste impression que tout se tient. Tout est mêlé dans tout. C'est cet entremêlement des données qui rend difficile dans la démarche empirique, phénoménologique qui est la nôtre d'identifier dans le nœud relationnel conflits linguistiques/conflits politiques le pôle de causation et le pôle d'effection.

4-/ Plusieurs linguistes et aménageurs des langues tels que R. Chaudenson, M. Tadadjeu, M. Ngalasso... y compris moi-même avons affirmé dans des travaux descriptifs anciens et conférences que les situations socio-linguistiques africaines sont globalement conflictogènes. Mais, nous n'étions pas en mesure d'établir et d'identifier clairement les pôles de causation.

5-/ Dans l'espace francophone globalement, les situations socio-linguistiques et politiques révèlent, dans cette logique différentes polarisations justifiées par différentes contextualisations.

Pour le cas de la Belgique, par exemple, certaines études comme celle de A. Dassargues, J. Perrez et M. Renchamps, tout en reconnaissant le caractère complexe des relations entre langue et politique en Belgique : « Langue et politique ne font pas toujours bon ménage. En matière de gestion de sociétés plurilingues, une grande diversité de solutions politiques peut s'observer. Dans nombre de telles sociétés linguistiquement diversifiées, voire divisées, les aspects politiques et linguistiques sont intimement liés : qu'il s'agisse de politique linguistique ou de culture linguistique agissant sur la sphère politique. Les enjeux de l'un et de l'autre se mêlent pour former un amas de relations difficilement qualifiables » (2014), semblent accorder la priorité à la polarité linguistique qui influe sur la polarité politique ou communautaire.

Mais des études relèvent que le poids de ces polarités n'est pas stable. Il dépend des fluctuations historiques qui dépendent de l'importance des économies dans le développement des régions et communautés. La prédominance socio-politico-économique flamande semble jouer un rôle important dans le conflit linguistique renversant la polarité linguistico-culturelle wallonne qui était historiquement influente.

Mais, de façon générale, on s'accorde pour reconnaître que, malgré l'entremêlement des données linguistiques et politiques, le pôle politique semble fortement dominant dans les conflits linguistiques et politiques puissamment relayés par la presse et les médias alimentés par les politiques dominants.

6-/ De nos jours, nous faisons le constat que la composante socio-politique et économique influence, provoque et alimente les conflits sur base linguistico-culturelle dans le cadre des Associations internationales culturelles qui se battent pour la gouvernance mondiale. Sur les plans politique voire idéologique, économique, culturel et social, ces Associations internationales ou regroupements sur une base linguistico-culturelle sont des « *Unions géoculturelles* ». C'est naturellement le cas de la Francophonie, de l'Anglophonie ou Commonwealth, de l'Arabophonie, de l'Hispanophonie, de la Lusophonie et de l'espace culturel confucéen.

2. Conflits linguistiques et politiques : le cas des unions géoculturelles

7-/ Les Unions géoculturelles sont des regroupements politiques des États qui, à la faveur du partage d'une grande langue de communication internationale, décident d'envisager des politiques de coopération culturelle, économique et sociale en vue de développer en fonction des contextualisations précises des stratégies de solidarité et de complémentarité.

Historiquement, on s'accorde à reconnaître que les Unions géoculturelles ont acquis davantage de force et de visibilité politique sur la scène internationale dès les années 1990. Ces années correspondent à un moment de basculement spectaculaire du monde. L'effondrement de l'empire URSS suite à la mise en place par M. Gorbatchev des nouvelles politiques de « glasnost » et de « pérestroïka » qui définissent un nouveau paradigme de gestion et de répartition des rôles dans la gouvernance mondiale. La bipolarisation idéologique cède le pas à l'unipolarisation idéologique d'inspiration libérale. Des penseurs rapides crurent que nous vivions par ces événements surprenants « *la fin de l'histoire* ». Puisque l'opposition Ouest/Est construisait, dans l'imaginaire de l'humanité, le sens de l'histoire des sociétés humaines.

8-/ Pourtant, l'histoire des sociétés humaines et leur devenir ne s'étaient pas arrêtés. La culture, avec ses composantes, principalement le volet linguistique, a réinvesti le champ stratégique de l'histoire en devenant son moteur.

Ce qui relance les conflits de nature politique, mais ayant pour terrain d'affrontement et d'expression la culture et plus précisément la composante linguistique en tant que lieu, dépôt identitaire.

9-/ L'un des conflits linguistico-politiques majeurs sur la scène internationale est le conflit Francophonie/Anglophonie ou Commonwealth extensivement. Les langues, française et anglaise, ne sont pas en conflit du fait de leur nomenclature, de leur équipement intralinguistique, de leur capacité ou non à dénoter le réel, l'irréel, mais bien du fait de la divergence de leur imaginaire. C'est-à-dire de la vision du monde qu'elles projettent. Les philosophies divergent sur de nombreux points. Notamment sur la conception de la destination des produits culturels lors du dernier cycle des négociations, l'Uruguay Round en 1994, prélude à la création de l'OMC. L'opposition, d'abord française, ensuite francophone, à la marchandisation des biens culturels, fut à l'origine de la création en droit international du concept de « *Exception culturelle* ». Les biens culturels ne font pas partie du paradigme des autres biens marchands soumis à la réglementation libérale en matière de taxation douanière et fiscale. Ce concept sera adopté au sein de l'Union européenne et amélioré en lui enlevant cette charge agonistique initiale. On parlera plutôt de « *diversité culturelle* ». Ainsi la possibilité sera donnée aux États, surtout faibles économiquement, de pouvoir subventionner la production et la circulation des produits culturels.

10-/ Cette même vision sera présentée et défendue en 2005 à l'UNESCO. Il s'agira d'aboutir à une logique du multilinguisme dans la mondialisation. La Francophonie, face à l'Anglophonie dominante a fait admettre l'idée de la pluralité expérientielle du monde, de sa diversité dans les expressions artistiques et linguistiques. Toute l'expérience du monde ne peut pas être traduite et exprimée à travers une seule langue : l'anglais. L'unilinguisme est une exception ringarde, à regarder dans le rétroviseur. Alors que le multilinguisme et le multiculturalisme sont la signature de la modernité, de l'avenir.

Sur le plan politique, le plurilinguisme, en contexte de mondialisation, est la meilleure voie pour la gestion du vivre-ensemble dans l'harmonie des différences surmontées.

11-/ L'on comprend pourquoi la Francophonie a su rallier à sa cause strictement politique, mais s'exprimant sur un terrain linguistique les pays arabes regroupés sous la bannière de la Ligue arabe, un pays comme la Chine qui relève de l'espace confucéen. C'est au nom de ce multilinguisme que la Chine, grâce à son instrument HANBAN, finance le déploiement du Mandarin dans le monde à travers les Instituts Confucius qui en plus sont aussi des instances de concertation économique et commerciale.

3. Conflits linguistico-politiques au sein de la francophonie

12-/ La Francophonie, en tant qu'une des Unions géoculturelles des plus influentes, promeut indiscutablement le développement de la langue et de la culture françaises dans la diversité des expressions au sein de cet espace.

Cependant, il se trouve que certains chercheurs socio-linguistes, au regard des situations socio-linguistiques en Afrique francophone, doutent de la sincérité de ces institutions et continuent de considérer la Francophonie comme une instance de « *glottophagie* » des langues africaines, endogènes. C'est pourquoi il est communément admis que les situations socio-linguistiques africaines sont « *conflictogènes* » par nature.

En effet, les Constitutions politiques de la grande majorité des États africains francophones consacrent une inégalité de statut aux différentes langues en présence. L'analyse socio-linguistique des sociétés africaines francophones montre qu'il y a deux groupes de langues qui se disputent le marché social de la communication. Les langues dites officielles, c'est-à-dire, celles qui jouissent d'un statut reconnu et défini par la Constitution. Ce sont des langues européennes, français, anglais, espagnol, portugais... Elles interviennent dans toutes les sphères de communication formelle. Ce sont, comme on dit, les langues de l'administration, de l'école, de la justice, de la diplomatie, des médias... L'école, fonctionnellement, est le principal instrument politique de sa diffusion, de son expansion à travers l'ensemble du territoire national.

En face, nous comptons toutes les autres langues endogènes ou autochtones qui se distribuent en deux sous-groupes en fonction de leur cible de communication et de leur taux de véhicularité.

Aussi distingue-t-on un sous-groupe de langues endogènes véhiculaires sur le plan national. Elles assurent la communication intercommunautaire. Elles peuvent, selon les cas, prétendre à un statut juridiquement reconnu et légitimé par la Constitution. C'est le cas du Kirundi au Burundi, du Kinyarwanda au Rwanda, du Sango en RCA, du Lingala au Congo, du Swahili sur la côte Est de l'Afrique, du Wolof au Sénégal, du Bété au Cameroun, sans oublier le Fulfulde, le Haoussa pour ne citer que celles-là à titre d'exemple.

Les autres langues ont un taux de véhicularité sociale très faible et sont de portée bien limitée. Elles sont confinées dans des usances domestiques.

Depuis la période des indépendances, on a assisté à l'émergence des conflits politico-linguistiques au nom du droit à la reconnaissance à la négritude. La reconnaissance juridique, politique du rôle social des grandes langues véhiculaires africaines à travers un statut qui définit officiellement leur champ d'intervention.

13-/ La force des revendications et leur intensité ont fait bouger, évoluer des configurations socio-politico-linguistiques dans certains pays. C'est le cas principalement du Burundi, de la RCA, du Rwanda pour ne citer que ceux-là. Et, dans une certaine mesure, le Cameroun.

Comme solution apportée à ces conflits, le Burundi, la RCA, le Rwanda... ont modifié leur Constitution en conférant le statut de langue officielle au Kirundi, au Kinyarwanda, au Sango, au même titre que le français. Une situation de bilinguisme officiel africano-européen est ainsi créée au sein de la politique linguistique. Le statut de langue officielle permet d'affiner les stratégies de compétition avec le français sur le champ de la communication sociale. Conquérir un statut juridique pour une langue en contexte de plurilinguisme, c'est beaucoup, c'est même énorme, mais ce n'est pourtant pas le principal pour la soutenabilité de la compétition politico-linguistique. Il reste à accomplir un immense travail d'aménagement intralinguistique pour pouvoir équiper tous les compartiments de la nomenclature linguistique.

14-/ La complexité de la situation socio-linguistique camerounaise commande une démarche de politique linguistique faite de prudence et de mesure au regard de son pluralisme démotique. La Constitution remaniée de janvier 1996, au lieu de conférer un statut officiel à certaines grandes langues camerounaises véhiculaires à côté du français et de l'anglais, a plutôt reconnu officiellement avec prudence leur rôle dans la communication sociale, faisant d'elles les gardiennes, garantes et témoins de la pérennité des cultures nationales endogènes.

15-/ La situation singulière du conflit politico-linguistique au Rwanda mérite un développement particulier à cause des bouleversements stratégiques intervenus dans la mise à jour de la nouvelle politique linguistique arrêtée le 18 janvier 1996.

Cette nouvelle politique linguistique dessine, à l'heure actuelle, un nouveau type de rapport conflictuel entre le français et l'anglais, suite à l'entrée du Rwanda au Commonwealth. Cette démarche est sur le point d'influencer la politique linguistique du Gabon.

Le Rwanda, depuis 1930, avait institué dans sa politique des langues un bilinguisme officiel. Le français et le Kinyarwanda. Ce bilinguisme définit également les modes et domaines de fonctionnement. Les deux langues sont des langues officielles. Mais, en plus, le Kinyarwanda, langue majeure, parlée par la quasi-totalité de la population (99,7 %) est langue nationale. Situation identique à celle du Burundi et de Madagascar comme le souligne M. Diki-Kidiri dans ses travaux.

Mais, par Arrêté présidentiel du 18 janvier 1996, le Rwanda est passé au trilinguisme officiel avec l'adoption de l'anglais comme troisième langue officielle en plus du Kinyarwanda et du français, déjà langues officielles depuis l'indépendance.

Ce trilinguisme, qui introduit déjà des conflits linguistiques en termes de cohabitation des langues, cache mal les autres conflits inhérents à toute situation de multilinguisme. On dénote globalement des conflits entre langues officielles (dominantes juridiquement, mais faibles du point de vue de leur expansion sociologique) et les langues endogènes. Par ailleurs, au niveau des langues endogènes elles-mêmes (minoritaires sur le plan juridique et dominantes quant à la dispersion sociologique), il faut noter des conflits linguistiques et politiques entre Kinyarwanda et langues minoritaires sans statut, entre Kinyarwanda et Swahili par exemple.

Les conditions juridiques et réglementaires qui régissent le fonctionnement social et politique du trilinguisme officiel accentuent le conflit politico-linguistique entre le français et l'anglais. Ces conditions, en établissant un déséquilibre fonctionnel entre le français et l'anglais, donnent manifestement l'avantage à l'anglais. Puisque, la décision du 8 octobre 2008 fait de l'anglais la seule langue étrangère d'enseignement. Cette décision annonce une ère des ruptures dans la politique linguistique rwandaise. Le conflit français/anglais jusque-là latent est maintenant ouvert.

Faut-il y voir une des conséquences des choix politiques malheureux du gouvernement français lors des conflits politiques au Rwanda ?

Peut-on espérer une évolution socio-linguistique équilibrante du fait de l'élection d'une Rwandaise à la tête de l'OIF ?

Rien n'est moins sûr pour l'instant.

4. Conflits linguistico-politiques et nationalismes régionaux

16-/ Les conflits d'essence culturelle et linguistique peuvent justifier des conflits politiques de moyenne portée. C'est le cas des conflits régionaux.

Un conflit peut être régional au sens strict du terme lorsqu'il s'agit de défendre naturellement les intérêts culturels, économiques d'une région pour son développement. Mais des revendications régionalistes peuvent nourrir des ambitions nationalistes. Dans ce cas, ce nationalisme régional conteste l'État-nation et prétend en vouloir créer un autre. Ce qui justifie le discours de la dissidence ou du séparatisme au nom d'une spécificité culturelle et linguistique. La langue est donc au centre d'une telle démarche conflictuelle. Partout, dans les principales régions du monde, l'État-nation est en crise. Certains philosophes, tel que J. Habermas, ont prédit la fin de l'État-nation au regard de la progression des politiques de convergence économique, sociale et culturelle sous la poussée d'une philosophie néo-libérale qui soutient la mondialisation et convoque la post-modernité. Le Québec au Canada s'inscrit dans cette mouvance de séparatisme au nom de sa Francophonie. Les Pays basques, la Corse en France ont entrepris la même démarche au nom de la défense et de la promotion de leur culture, de leur langue spécifique.

À la revendication culturelle et linguistique s'ajoutent des préoccupations économiques. Ces préoccupations économiques préfigurant les potentialités d'un développement technico-industriel rapide confortent la soutenabilité du nouvel État projeté. C'est le cas du Nord de l'Italie et de la Catalogne en Espagne. Ces régions estiment qu'elles ont assez contribué au développement global du pays et qu'elles peuvent se suffire à elles-mêmes et constituer un État indépendant.

17-/ L'Afrique, entièrement ou partiellement francophone connaît la dynamique des poussées séparatistes qui remettent en cause l'intégrité du territoire national, de la cohésion sociale et la cohérence politique du projet national. C'est depuis 2016 le cas au Cameroun des régions anglophones qui réclament un État particulier du nom de « *l'Ambazonie* » au nom de la spécificité culturelle fondée sur l'usage de l'anglais et de ses cultures.

18-/ Ces conflits linguistico-politiques et économiques ne sont pas des événements anecdotiques sur le plan historique. Ils sont devenus structurants dans le sens d'une subversion d'un ordre philosophico-politique fondé sur le structuralisme. L'ordre structurel, par sa rationalité, a construit la logique de la modernité de nos temps, nos temps humains qui font sens.

Aujourd'hui, une nouvelle logique, post-structurale, post-moderne semble poindre à l'horizon et nous dit que la « *surprise stratégique du 21^e siècle est la fin de l'État-nation* » et la nécessité, aux dires de J. Habermas, de convoquer un autre paradigme, plus précisément, une autre configuration ou constellation politique à l'échelle planétaire.

Nous sommes donc confrontés à l'ampleur, à l'amplitude des philosophies de la finitude. L'on nous parle de la fin de l'État-nation comme hier F. Fukuyama nous parlait de la fin de l'histoire. Comme tant d'autres, bien avant lui, avaient prédit la fin de la philosophie.

Mais, voici que le complexe linguistico-culturel a investi le champ de l'histoire et exige des réponses, des solutions pour gérer de façon équilibrée, voire équilibrante le destin des sociétés humaines marquées du sceau du « *pluralisme démotique* ».

C'est probablement l'enjeu de ce siècle. Et non pas la problématique de la finitude qui emporte avec elle le post-structuralisme. Disons la post-modernité.

19-/ Les réponses ou solutions à apporter aux conflits linguistico-politiques aboutissant au nationalisme régional ressortissent à la fois à l'échelle régionale et nationale.

À l'échelle régionale, les institutions communautaires, instances de convergence et d'harmonisation des politiques économiques, culturelles et sociales proposent des directives communautaires pour gérer les pluralismes (linguistique, ethniques...) à l'échelle nationale.

À cet égard, l'Union européenne par exemple a mis à la disposition des nations européennes en proie à des conflits linguistiques et politiques un ensemble de textes devant orienter des politiques linguistiques et régionales. Ces nomenclatures se présentent sous la forme de « *Charte* ». Aussi distingue-t-on une « *Charte pour les langues régionales ou minoritaires* ». Pour ce qui concerne la prise en compte des aspirations politico-linguistiques et culturelles des régions, l'Union européenne propose une « *Charte européenne de l'autonomie régionale...* ».

L'Union africaine s'est inspirée de ces démarches communautaires en termes de capacitation des États dans la recherche des solutions stratégiques et durables aux conflits linguistico-politiques pouvant mettre en péril l'État-nation. En termes philosophiques, ces solutions pourraient se résumer en ce que les métaphysiciens d'inspiration heideggérienne ou derridienne appellent « *la déconstruction* » de l'État-nation qui se traduit administrativement par des logiques de « *décentralisation* » qui crée des instances « *sub-étatiques* » pour faire signe aux revendications nationalistes régionales.

C'est pourquoi l'Union africaine a produit à l'usage des États africains, « *la Charte africaine des Valeurs et principes de la décentralisation* ».

20-/ Ces démarches, inspirées des droits communautaires mus par des principes de convergence, semblent indiquer que les philosophies de la « *finitude* » ne sont pas à l'ordre du jour.

Le défi stratégique du XXI^e siècle néo-libéral est donc la définition de ce que E. Morin appelle « *la Voie* ». L'humanité semble avoir épuisé toutes les cartes de la rationalité fondatrice de la modernité. La modernité a permis à l'humanité d'accomplir des avancées énormes grâce à sa logique agonistique, voire dialectique.

Aujourd'hui, l'humanité affirme sa pluralité. Sa diversité. Il nous faut un autre modèle, une autre rationalité ou une autre « *Voie* » pour rendre compte de la diversité. Le problème semble être celui que posait déjà Heidegger. Celui de l'être. De nos jours, à travers l'être, celui de l'autre, en tant que autre et parce qu'il est autre. Comment assumer dans notre mondialisation néo-libérale « *l'altérité* » ?

C'est là, me semble-t-il, le défi et le sens de l'histoire en ce XXI^e siècle.

Bibliographie

- Attali, J., 2013, Histoire de la modernité. Comment l'humanité pense son avenir, Paris, Laffont.
- Attali, J., 2006, *Une brève histoire de l'avenir*, Paris, Fayard.
- Biya, P., 1986, Pour le libéralisme communautaire, Paris, ABC.
- Fukuyama, F., 1992, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion.
- Guillebaud, J. C., 2012, *Une autre vie est possible*, Paris, Iconoclaste.
- Habermas, J., 2013, Après l'État-nation. Une nouvelle constellation politique, Paris, Pluriel.
- Heidegger, M., 1990, *Être et Temps*, Paris, Gallimard.
- Levinas, E., 1972, *Humanisme de l'autre homme*, Paris, Livre de poche.
- Morin, E., 2011, La voie, pour l'avenir de l'humanité, Paris, Fayard.
- Tabi Manga, J., 2000, *Les politiques linguistiques du Cameroun*, Paris, Karthala.

Introduction à la sociolinguistique des conflits : une analyse de la crise anglophone

Paul ZANG ZANG
Université de Yaoundé I

Résumé :

La crise anglophone nous sert de cadre d'expérimentation dans notre projet de mise en place de la sociolinguistique régulationniste et, dans le présent article de la sociolinguistique des conflits. Il est question d'élaborer une méthode capable de permettre d'aller au fond de cette crise qui secoue les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et, par-delà, toutes les crises du même type, pour dégager des solutions pérennes au conflit ou tout au moins des solutions à long terme. L'analyse entreprise des faits et des événements nous permet de faire la différence entre les concepts suivants : le problème anglophone, l'instrumentalisation du problème anglophone, la crise anglophone, les problèmes connexes au problème anglophone, les problèmes parasites du problème anglophone, les problèmes opportunistes du problème anglophone et les problèmes saprophytes du problème anglophone. Notre principale préoccupation est de savoir pourquoi, malgré le nombre et la quantité des solutions apportées à la crise anglophone, il semble ne pas avoir d'évolution sur le terrain. La présente étude est un travail préliminaire à une analyse en profondeur du problème anglophone.

Mots clés : crise anglophone, instrumentalisation, problème anglophone, sociolinguistique des conflits, sociolinguistique régulationniste.

Introduction

La présente étude est née d'un certain nombre de questionnements. Comment se fait-il que depuis 1961, date de la réunification du Cameroun anglophone et du Cameroun francophone, les Camerounais n'aient jamais pu trouver une solution au problème anglophone ? Pourquoi les Anglophones disent-ils qu'il y a un problème anglophone ? S'il y a un problème anglophone, quel est-il ? Qu'est-ce qui est à l'origine de la crise anglophone ? Pourquoi certains affirment-ils que le problème anglophone est un faux problème ? Notre hypothèse est que tant que les gens continuent de soutenir que le problème anglophone n'existe pas, on ne fera jamais l'effort d'y trouver une solution. Nous avons mis sur pied un modèle explicatif, un nouveau courant dénommé la sociolinguistique régulationniste,

avec comme branche la sociolinguistique des conflits. Nous nous proposons, à l'aide de ce modèle explicatif, de poser clairement le problème anglophone dans l'espoir d'y trouver une solution. D'où notre sujet « Quelles solutions au problème anglophone ? » Le présent article constitue en fait les prémisses d'une recherche destinée à se poursuivre dans un travail plus élaboré. Le plan de notre travail est le suivant : 1) esquisse d'un cadre théorique et méthodologique, 2) les acteurs sociolinguistiques du problème anglophone et de la crise anglophone.

1. Esquisse d'un cadre théorique et méthodologique

Pour aborder notre sujet, nous avons conçu un modèle explicatif dont nous ferons l'exposé ci-dessous.

1.1. La sociolinguistique régulationniste

Depuis quelques années, nous développons un modèle explicatif dont la première version dénommée « Théorie des régulations linguistiques » a servi à étudier l'évolution de la langue française en Afrique (Zang Zang, 2006 et 2013). Ce modèle fait ses preuves, car expérimenté par d'autres chercheurs (Zang Zang et Essengué, 2015, 2016, 2019 ; Essengué, 2015, 2017, 2018, 2019 ; Assipolo Nkepseu, 2020, sd ; Etaba Onana, 2020 ; Bissaya, 2021 ; Ngo Biyouha, 2022 ; Bissu, 2022 ; Bekono, 2022). Il n'a cessé d'évoluer. Il s'enrichit d'apports extérieurs (Caron, 1983 ; Corbeil, 1983 ; Reynaud, 1979, 1988 ; Bisseck, 1994). La théorie de l'éclectisme culturel (Biya, 2018 : 115-129) est une manifestation de la théorie des régulations. Ce modèle se présente aujourd'hui sous un nom nouveau : la sociolinguistique régulationniste. Celle-ci postule l'existence d'un système sociolinguistique qui fonctionne et dont les éléments sont des acteurs sociolinguistiques. Elle étudie la dynamique et le fonctionnement des systèmes sociolinguistiques.

1.2. Le système sociolinguistique

La sociolinguistique régulationniste considère son objet d'étude comme un système qui fonctionne. Celui-ci peut être étudié à plusieurs échelles allant de l'individu, à la famille, au groupe... jusqu'à l'humanité tout entière. L'acteur sociolinguistique n'est pas un être isolé, il appartient à un système.

Le système sociolinguistique est un système complexe. Il est à la fois un système d'action, un système de transformation et un système de sélection.

En tant que système d'action, l'acteur agit avec la parole, les mots, le discours. La parole est action (Austin, 1962). Il y a deux crises anglophones : celle qui se fait par les armes et celle qui se fait par les actes de parole. C'est cette dernière qui intéresse la sociolinguistique des conflits.

En tant que système de transformation, il permet d'observer comment un problème linguistique, par régulations successives, se transforme en un problème sociolinguistique puis en un problème identitaire et ainsi de suite :

Problème linguistique → problème sociolinguistique → problème culturel
→ problème identitaire → problème économique → problème administratif
→ problème politique → problème territorial → problème diplomatique...

Les transformations indiquent le passage d'un état à un autre par des régulations. Un individu peut avoir des difficultés à prononcer la consonne « r » (phénomène physiologique). Cette difficulté peut devenir un trait par lequel les gens l'identifient. Les gens commencent à se moquer de lui. Il peut être victime de la discrimination (il échoue à un test de recrutement à cause de sa prononciation). S'ils sont nombreux à être victimes de cette situation, ils peuvent décider de faire front. Un conflit éclate. Ce conflit produit des ramifications qui n'ont plus rien à voir avec la consonne « r ». Le massacre des enfants de Soweto avait pour origine leur refus de se laisser scolariser dans leur langue maternelle (400 morts). La guerre en Ukraine a pour origine la compétition entre la langue ukrainienne et la langue russe sur le territoire ukrainien.

En tant que système de sélection, chaque système est sujet à la variation, mais il a son ordre propre. Les actes que pose un acteur sociolinguistique ne sont pas des actes isolés. Son comportement est régulé au plan interne et au plan externe. Il peut choisir une langue parce qu'il l'aime (régulation intrinsèque). Il peut aussi choisir une langue par intérêt, il cherche un emploi par exemple (régulation extrinsèque). Il peut aussi arriver qu'il n'ait même pas de choix, c'est-à-dire que la langue lui soit imposée. Son comportement verbal et la qualité de la langue ne sont pas les mêmes pour ces trois types de situations.

1.3. Les régulations fonctionnelles

Dans la première version de la théorie, le système fonctionne avec cinq types de régulations : les régulations institutionnelles, les régulations sociales, les régulations culturelles, les régulations par rétroaction et les régulations structurelles. Au fur et à mesure que nous expérimentons notre modèle explicatif, nous constatons que le nombre de régulations augmente : régulations intrinsèques, régulations extrinsèques, régulations fonctionnelles, régulations ethniques, etc. Un peuple qui adopte une langue étrangère par exemple fait subir à celle-ci, entre autres, des régulations physiologiques qui expliquent son évolution sur les plans phonétique et phonologique (Zang Zang, 1998 ; Assipolo, 2020). Un État qui impose sa langue à un autre État exerce sur ce dernier des régulations de contrôle (Reynaud, 1988). Nous nous proposons ci-dessous d'examiner un cas particulier de régulations : les régulations fonctionnelles.

Une mauvaise régulation fonctionnelle des langues en présence affecte les performances du système sociolinguistique et peut être la source de nombreux problèmes (Tabi Manga, 2003 : 18 ; Echu, 1999 ; Fonlon, 1969 ; Ubanako Njende, 2012, Kouega et Alobwede, 2008). Les régulations fonctionnelles sont les processus par lesquels un système optimise son propre rendement fonctionnel en assurant une distribution équitable des fonctions entre les éléments qui le composent. Chaque élément qui intervient dans un système doit avoir un rôle à jouer. Un élément qui n'a aucune fonction au sein d'un système devient inutile. Dans tous les systèmes, qu'ils soient biologiques, mécaniques ou conventionnels, les éléments inutiles ont tendance à être éliminés. Ils occupent inutilement de l'espace, alourdissent et entravent le fonctionnement du système et sont à l'origine des conflits.

L'humanité est confrontée au problème de la régulation fonctionnelle des langues (Boyer, 1997 ; Calvet, 1979, 1987, 1999 ; Hagège, 2006). Tabi Manga montre que ce problème nécessite : « une opération de refondation de l'école africaine francophone dans sa globalité » (Tabi Manga, 2003 : 16). Des propositions ont déjà été faites pour une meilleure régulation fonctionnelle des langues : l'appropriation, l'enseignement bilingue, l'insertion des langues africaines dans les systèmes éducatifs et dans l'administration, le partenariat linguistique, l'écologie des langues (Calvet, 1999 ; Hagège, 2006 ; ADEA et OIF, 2011 ; Noyau, 2007 ; Union africaine, 2010), l'indépendance linguistique (Mateene, et Kalema, 1980 ; Mateene, 1985 ; Villanueva, 2012 ; Pierre-Louis, 2014, 2017). Des recherches sont actuellement menées dans ce domaine (Bekono, 2022 ; Ntsama, 2022).

1.4. La sociolinguistique des conflits

Le Cameroun n'est pas à son premier conflit linguistique (Stumpff, 1977 ; Tabi Manga, 2000 ; Eyezo'o, 2010), il n'est pas non plus à sa première crise anglophone (Echu, 1999 ; Fonlon, 1969 ; Ubanako Njende, 2012). La sociolinguistique des conflits est une discipline qui pourrait avoir des applications dans plusieurs domaines. Il existe des travaux sur les conflits linguistiques (Bouthillier et Meynaud, 1972 ; Calvet, 1974, 1988 ; Coster, 2007 ; Fonlon, 1969 ; Lapierre, 1988 ; Halaoui, 1995, 2003 ; Ngoh Nlem, 2020). Cependant, certains d'entre eux sont faits par des non-linguistes, d'une part, et d'autre part, il n'existe pas encore de discipline dont l'objet est les conflits linguistiques. La sociolinguistique des conflits se propose de combler ce vide. Bouthillier et Meynaud (1972 : 3-9) proposent la linguistique politique. Cependant, la sociolinguistique des conflits ne peut pas se réduire à la linguistique politique. Les modèles explicatifs utilisés par les politologues et les géostratèges présentent parfois leurs limites. On prône de plus en plus la collaboration entre spécialistes de différentes disciplines : linguistique, science politique, droit, etc. (Bouthillier et Meynaud, 1972 ; Halaoui, 1995, 2003, 2013). La crise anglophone nous montre que la

sociolinguistique des conflits doit approcher les autorités, les médiateurs, les forces de l'ordre et de sécurité, les médias, les populations civiles, voire les combattants sécessionnistes.

En effet, la notion de conflit est complexe et peut s'étudier à partir de plusieurs niveaux d'analyse : du niveau phonétique (confusion de deux sons dans la chaîne parlée par exemple) jusqu'au niveau diplomatique (intervention des grandes puissances dans le problème anglophone au Cameroun par exemple) en passant par les niveaux intermédiaires comme nous le verrons avec le problème anglophone ci-dessous. Cela induit aussi plusieurs niveaux d'intervention. Au niveau phonétique, on peut solliciter la phonétique corrective au lieu d'avoir recours aux armes ou à la diplomatie. La sociolinguistique des conflits nous paraît donc une discipline des mieux adaptée pour l'analyse des conflits linguistiques et la recherche de leurs solutions.

Les situations linguistiques de la francophonie telles qu'elles sont décrites sont déjà en elles-mêmes conflictogènes (Champion, 1974 ; Chaudenson, 2000 ; Chaudenson et Rakotomalala, 2004 ; Tabi Manga, 1999, 2003 ; Kouega et Alobwede, 2008). La sociolinguistique des conflits peut travailler à la prévention et la résolution des conflits linguistiques. Certains conflits qui ont endeuillé l'humanité et qui continuent de le faire ont des origines linguistiques. On peut aujourd'hui mener une recherche fructueuse sur les origines linguistiques : du problème espagnol aux États-Unis d'Amérique, du problème irlandais en Grande-Bretagne, du problème corse en France, du problème catalan en Espagne, du problème wallon en Belgique, du massacre des enfants de Soweto, du génocide des Tutsis au Rwanda, de la guerre entre les Sicks et les Tamouls en Inde, de la crise anglophone au Cameroun, de la guerre en Ukraine, etc.

L'humanité a tendance à oublier que ces conflits ont des origines linguistiques. Peut-on résoudre un problème linguistique en se servant des armes ? Si l'hypothèse que l'on taise les armes sans avoir résolu le problème linguistique est possible, ne pourrait-on pas s'attendre à ce que d'autres crises surviennent parce que le mal n'a pas été coupé à la racine ?

2. L'identification du problème anglophone

Il est fort possible que les Camerounais n'aient jamais trouvé une solution au problème anglophone parce qu'il s'agirait d'un monstre du Lognes. Il est aussi fort possible qu'il y ait effectivement un problème anglophone, mais que les gens ne perçoivent pas.

Nous nous proposons de commencer par le commencement, c'est-à-dire l'identification du problème anglophone. La méthode que nous adoptons pour identifier notre objet d'étude consiste à l'isoler en dissipant les zones d'ombre autour de lui. Elle nous impose de faire la distinction entre les notions

suivantes : le problème anglophone, l'instrumentalisation du problème anglophone, la crise anglophone, les problèmes connexes au problème anglophone, les problèmes parasitaires du problème anglophone, les problèmes opportunistes du problème anglophone et les problèmes saprophytes du problème anglophone.

Dans la catégorie des problèmes connexes au problème anglophone, nous rangerons les problèmes qui sont si intimement liés au problème anglophone qu'on ne peut le résoudre sans y toucher. 1) Si la langue anglaise devient la première langue officielle du Cameroun que devient la langue française ? 2) Si la langue anglaise devient la seule langue officielle du Cameroun quel sera le sort de la langue française ? 3) Si le français et l'anglais deviennent des langues camerounaises quel sera le sort des langues camerounaises ?

Dans l'instrumentalisation du problème anglophone, nous mettrons les phénomènes qui ont été interprétés à la lumière de la théorie du complot, y compris les problèmes non spécifiques aux Anglophones, mais qu'on a tendance à anglophoniser. 4) Si certains Anglophones affirment que les Anglophones sont méprisés parce que la route bitumée Yaoundé - Bamenda a des nids de poule, les Bafia et les Bamiléké qui empruntent la même route pour aller chez eux considèrent-ils aussi que leurs tribus sont méprisées ? Quelle est l'attitude des autres Camerounais qui n'ont même pas de route ou de route bitumée ?

Dans la catégorie des problèmes parasitaires, opportunistes et saprophytes, nous incluons les problèmes étrangers au problème anglophone, mais qui viennent s'y greffer et qui le phagocytent au point de constituer des obstacles à sa résolution. 5) Les Camerounais se retrouvent au Palais des Congrès pour le Grand Dialogue national convoqué par le président Paul Biya. Y étant, certains Camerounais émettent l'idée qu'il faut libérer Maurice Kamto. Quel rapport y a-t-il entre Maurice Kamto et la crise anglophone ? Maurice Kamto a été libéré, la guerre s'est-elle arrêtée ? Certains acteurs de la crise anglophone semblent ne pas être camerounais, ce seraient des bandits, des mercenaires, des terroristes. Quel lien y a-t-il entre ces acteurs et le problème anglophone ?

S'agissant du problème anglophone proprement dit, notre démarche admet l'hypothèse d'une chaîne de régulations : problème linguistique → problème sociolinguistique → problème culturel → problème identitaire → problème économique → problème administratif → problème politique, → problème diplomatique, etc.

Des malentendus sont possibles. Quand les Anglophones disent qu'ils ont un problème, on peut penser à un problème linguistique alors que les ceux-ci posent un problème culturel ou identitaire. On peut de ce fait émettre l'hypothèse que le problème anglophone est multifactoriel. Voilà pourquoi les Anglophones sont incapables de dire clairement ce que c'est que le problème anglophone. Voilà aussi pourquoi les francophones affirment qu'il s'agit d'un faux problème.